

Brochure n° 3011

Convention collective nationale

IDCC : 700. – **PRODUCTION
DES PAPIERS-CARTONS
ET CELLULOSES**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3068

Convention collective nationale

IDCC : 707. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3242

Convention collective nationale

IDCC : 1492. – **PRODUCTION DES PAPIERS-CARTONS
ET DE CELLULOSES**
(OEDTAM)

Brochure n° 3250

Convention collective nationale

IDCC : 1495. – **TRANSFORMATION
DES PAPIERS-CARTONS
ET INDUSTRIES CONNEXES
(OEDTAM)**

AVENANT N° 1 DU 5 FÉVRIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2008
NOR : ASET0850651M

PRÉAMBULE

Le pouvoir d'achat, l'évolution des minima salariaux, le tassement des salaires intermédiaires observé ces dernières années, la reconnaissance des compétences mises en œuvre dans le travail constituent une préoccupation forte et légitime des salariés et de leurs représentants.

Cette préoccupation est partagée par la partie patronale.

Cette dernière souhaite rappeler que l'entreprise, qui aux côtés des salariés participe au développement économique de la nation, est également sujette aux déséquilibres de l'économie et aux fluctuations des marchés.

Cette situation invite à une attitude responsable visant, d'une part, à préserver et assurer la compétitivité et la pérennité des sites industriels papetiers français et, d'autre part, à maintenir des niveaux de salaires minima rétribuant justement les capacités des salariés qui sont des contributions directes à la performance des entreprises.

Dans ce contexte, les parties signataires décident de revaloriser les minima conventionnels en veillant à limiter et à corriger de manière progressive le phénomène de tassement de la grille des minima mensuels OEDTAM.

La partie patronale appelle en outre à des discussions de fond sur la rétribution du travail qui, en règle générale, ne se limite pas au seul versement du salaire mensuel de base. Elle souhaite une meilleure prise en considération, dans les discussions conventionnelles futures, de la réalité économique des rémunérations et des avantages accessoires dont peuvent bénéficier les salariés. Elle rappelle, en ce sens, l'existence de formes concurrentes au salaire mensuel de base qui participent directement au coût salarial global de l'entreprise.

Article 1^{er}

Salaires mensuels minima conventionnels OEDTAM

Les salaires mensuels minima conventionnels visés à l'article 1^{er} de l'accord professionnel du 22 novembre 2006 sont revalorisés comme suit à compter du 1^{er} février 2008.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
125	1 281
130	1 298
135	1 310
140	1 322
150	1 343
160	1 364
170	1 389
185	1 419
195	1 449
215	1 584
235	1 725
260	1 900
285	2 075
315	2 290
350	2 540

Afin de limiter le phénomène de tassement de la grille de rémunération, les parties signataires demandent aux entreprises de tendre progressivement à l'application de la grille de rémunération qui suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
125	1 281
130	1 303
135	1 318
140	1 339
150	1 360
160	1 381
170	1 411
185	1 441
195	1 471
215	1 611
235	1 751
260	1 904
285	2 079
315	2 294
350	2 544

Cette grille servira de base à la négociation annuelle de branche 2008 (1). Il est entendu que le coefficient 125 tiendra compte de l'évolution du SMIC en 2008.

Article 2

Salaires mensuels minima conventionnels ingénieurs et cadres

La valeur du point 100 ingénieurs et cadres visée à l'article 2 de l'accord du 22 novembre 2006 est revalorisée à 772 €.

La partie patronale s'engage à réunir un groupe technique paritaire au plus tard le 1^{er} juillet 2008 pour étudier la problématique de la définition des salaires minima conventionnels ingénieurs et cadres.

En outre, les partenaires confirment leur volonté d'engager un travail de fond sur le système de classifications professionnelles des ingénieurs et cadres.

Article 3

Garantie annuelle de rémunération

Les garanties annuelles de rémunération visées à l'article 3 de l'accord du 22 novembre 2006 sont revalorisées comme suit :

- 15 833 € pour les salariés ressortissant au champ d'application des conventions collectives OEDTAM ;
- 23 855 € pour les salariés ressortissant au champ d'application des conventions collectives ingénieurs et cadres.

Article 4

Application des salaires minima conventionnels

Il est inséré après l'article 3 de l'accord du 22 novembre 2006 un nouvel article 4 intitulé « Application des salaires mensuels minima conventionnels » rédigé comme suit :

« Les salaires mensuels minima conventionnels constituent une base de référence servant à éclairer les politiques de rémunération des entreprises qui conservent toute liberté en la matière dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles. Si aucun salarié ne peut être rémunéré en deçà des minima conventionnels, les parties signataires rappellent qu'il est souhaitable que les salaires d'entreprise n'évoluent pas uniquement en fonction de la seule progression des salaires minima conventionnels.

En ce sens, tout salarié dont la rémunération aura été strictement égale, durant 5 années consécutives de travail effectif, au minima conventionnel correspondant à son coefficient pourra demander à bénéficier d'un entretien avec son supérieur hiérarchique afin d'échanger sur les raisons objectives ayant conduit à cette situation. Ils étudieront en outre les possibilités de progression salariale compte tenu à la fois du contexte économique de l'entreprise et des capacités professionnelles du salarié. »

Par voie de conséquence liée à l'insertion de ce nouvel article, les articles 4 et 5 de l'accord du 22 novembre 2006 deviennent les articles 5 et 6.

(1) Date prévue le 30 septembre 2008.

Article 5

Date d'application

Les dates d'applications au 1^{er} octobre 2006 des dispositions de l'accord du 22 novembre 2006 sont modifiées avec des dates d'application au 1^{er} février 2008.

Le présent avenant obéit aux mêmes conditions de publicité et d'extension que l'accord du 22 novembre 2006.

Fait à Paris, le 5 février 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries papetières pour les affaires sociales (UNIPAS).

Syndicat de salariés :

Fédération chimie énergie (FCE) CFDT.